

SERVICES PUBLICS

Les services publics locaux ne sont pas la variable d'ajustement du désengagement de l'état !

Alors que dans son discours de politique générale, il appelait à « bâtir un nouveau contrat de responsabilité entre les collectivités locales et l'État », le Premier Ministre Michel Barnier annonce, sans concertation, 8,7 milliards d'euros d'économies au détriment des collectivités et par conséquent de l'action publique locale, de la solidarité, de la lutte contre les inégalités. C'est la population qui subira directement les conséquences de ces coupes budgétaires sans précédent.

L'ÉTAT, SEUL RESPONSABLE DE LA DETTE PUBLIQUE.

Cette dette est le résultat de décennies de politiques libérales menées par la droite et par le camp Macron dans une logique purement comptable :



- Ils baissent les impôts des plus riches.
- Ils exonèrent les entreprises de cotisations sociales.
- Ils ne s'attaquent pas au cœur du problème : l'optimisation et l'évasion fiscale.
- Ils demandent toujours plus d'efforts aux collectivités territoriales : suppression de la taxe d'habitation, réduction des dotations, suppression de la taxe professionnelle, au risque pour elles de recourir à l'emprunt, et de les rendre dépendantes des marchés financiers.

Les gouvernements successifs sont responsables de la situation budgétaire actuelle.

Ce n'est pas aux collectivités territoriales et aux citoyens d'en payer les frais.

**QUAND LA DÉMOCRATIE ET LA RÉPUBLIQUE VONT MAL,
ATTAQUER LES SERVICES PUBLICS LOCAUX EST UNE
HÉRÉSIE.**

**8,7 MILLIARDS D'EUROS AU DÉTRIMENT DE LA
POPULATION.**

DERNIERS REMPARTS DE LA RÉPUBLIQUE, LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DOIVENT POUVOIR CONTINUER DE MENER À BIEN LEUR MISSION ESSENTIELLE POUR TOUTES ET TOUS.

Des crèches aux services funéraires, en passant par l'entretien des écoles, des routes, des équipements sportifs et culturels, des cimetières ou encore la solidarité envers les personnes en situation de handicap, les personnes âgées, l'enfance, les bénéficiaires des minima sociaux, elles sont des maillons essentiels pour maintenir des services de proximité pour la population et améliorer le cadre de vie partout et la qualité de vie pour toutes et tous.

Les conséquences des mesures drastiques annoncées par le gouvernement seront gravissimes: dégradation des écoles, réduction des budgets des CCAS, renoncement à l'entretien des routes et des espaces publics, suppressions de lieux culturels et sportifs, baisse de subventions aux associations...

NOUS, COMMUNISTES, NOUS NOUS Y REFUSONS.

NOS ACTIONS ET PROPOSITIONS

- ☆ Dans le cadre du projet de loi de finances pour 2025, nos parlementaires continuerons de défendre un budget qui :
 - Respecte les collectivités territoriales,
 - Réponde aux besoins réels des citoyens,
 - Permette de réaliser les investissements nécessaires et utiles pour l'intérêt général.
- ☆ Nous demandons au gouvernement de revenir sur cette ponction démesurée de plusieurs milliards et de donner la priorité à l'emploi, la formation, l'éducation, la santé !
- ☆ Nous portons l'ambition d'un plan d'investissement massif pour faire vivre les services publics dans chaque ville et dans chaque village et redonner aux collectivités territoriales les moyens de répondre aux besoins des populations.

LES BESOINS SONT IMMENSES À TOUS LES ÂGES DE LA VIE.



J'adhère au PCF

Je veux aider financièrement

je verse : € (Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant)

Chèque à l'ordre de ANF-PCF

REJOIGNEZ LE PCF
POUR RENFORCER
le Nouveau Front Populaire



Prénom :

Nom :

Adresse :

CP/ville :

Téléphone :

E-mail :